

## La politique linguistique et la place des langues à l'école marocaine: Pour une intégration dans le monde du travail

\*<sup>1</sup> Nouredine CHAAIBI and <sup>2</sup>Ibrahim BOUMAZZOU

\*<sup>1</sup> Doctorant au Laboratoire Langage et société à la Faculté des Langues, des Lettres et des Arts-Université Ibn Tofail- Kenitra, Marocco.

<sup>2</sup> Professeur Habilité à l'Ecole Nationale des Sciences appliquées- Université Ibn Tofail- Kenitra. Membre permanent au Laboratoire Langage et société à la Faculté des Langues, des Lettres et des Arts/ Kénitra, Marocco.

### Article Info.

**E-ISSN: 2583-6528**

**Impact Factor (SJIF): 6.876**

**Peer Reviewed Journal**

**Available online:**

[www.alladvancejournal.com](http://www.alladvancejournal.com)

**Received:** 21/Nov/2025

**Accepted:** 18/Dec/2025

### Abstract

Dans ce travail, nous comptons examiner l'importance des langues à l'école marocaine et le rôle qu'elles peuvent jouer pour préparer l'élève à s'intégrer convenablement dans le monde de l'emploi. Nous répondons à la question centrale suivante: dans quelle mesure la politique linguistique au Maroc et le système éducatif des langues à l'école marocaine peuvent-ils aider les apprenants à s'insérer adéquatement sur le marché du travail ? La politique linguistique, comme nous le montrerons au début de cette étude, joue un rôle primordial dans l'enseignement. Elle se rapporte généralement à un ordre d'apprentissage des langues au sein de l'école et pourrait contribuer au renforcement du lien entre l'école et le monde professionnel. Nous démontrerons ensuite que le Maroc possède un paysage linguistique très diversifié, avec la présence de plusieurs langues locales et étrangères qui coexistent. Ces langues occupent une place importante dans l'enseignement car elles jouent un rôle clé dans la communication et la compréhension interculturelle. L'apprentissage des langues étrangères comme le français, l'anglais et d'autres pourrait être un moyen de préparer l'apprenant et de lui offrir de nombreux avantages, notamment l'amélioration de la communication avec les individus de différentes cultures, l'ouverture à de nouvelles perspectives et l'amélioration de ses opportunités d'insertion dans le marché de l'emploi. Notre travail sera également l'occasion de montrer que l'enseignement des langues au Maroc peut être intégré dans différents domaines d'études tels que la littérature, la culture, l'histoire, les sciences sociales, les affaires et les communications. Le pays a fait des progrès significatifs dans ce cadre pour aider les apprenants à s'intégrer plus facilement dans le monde du travail, particulièrement depuis la réforme de 2015 et l'adoption de la nouvelle Vision stratégique. À la fin de notre présentation, nous montrerons aussi que d'autres facteurs, tels que la formation professionnelle, l'expérience de travail et la personnalité, peuvent jouer un rôle important dans l'intégration des apprenants sur le marché du travail.

### \*Corresponding Author

**Nouredine CHAAIBI**

Doctorant au Laboratoire Langage et société à la Faculté des Langues, des Lettres et des Arts-Université Ibn Tofail- Kenitra, Marocco.

**Keywords:** politique linguistique – langues – école – marocaine – travail – intégration

### Introduction

La question des langues à l'école marocaine touche au cœur même de notre système éducatif et de ses finalités. Dans un pays comme le Maroc, où l'arabe classique côtoie les dialectes locaux, l'amazigh revitalisé depuis 2003, le français hérité de l'époque coloniale et l'anglais en plein développement, la politique linguistique doit viser un objectif clair: former des jeunes capables de naviguer dans un marché du travail mondialisé et compétitif. Sans cette orientation stratégique, l'école risque de rester déconnectée des réalités professionnelles que rencontreront nos élèves dès leur sortie de l'établissement.

Le problème se pose avec acuité dans le contexte marocain actuel. D'un côté, le taux de chômage des jeunes dépasse 20% et l'employabilité dépend de plus en plus de la maîtrise de plusieurs langues. De l'autre, les disparités régionales-entre zones urbaines plurilingues et zones rurales monolingues- créent des inégalités d'accès aux compétences linguistiques. Comment alors articuler enseignement linguistique et insertion professionnelle efficace ? C'est la question qui nous guide dans cette réflexion.

Notre étude s'appuie sur les travaux de plusieurs chercheurs en sociolinguistique et politique éducative, notamment Ennaji (2005)<sup>[14]</sup> qui a documenté le plurilinguisme au Maroc, ainsi

que sur les rapports des réformes éducatives menées depuis 2015. Nous examinerons d'abord ce que nous entendons par politique linguistique en contexte scolaire, puis ses avantages concrets pour les apprenants et l'employabilité. Enfin, nous analyserons les défis de sa mise en œuvre et proposerons des pistes pour renforcer ce lien école-emploi.

## 1. La politique linguistique et sa signification dans le contexte scolaire marocain

La politique linguistique en éducation se définit comme l'ensemble des choix institutionnels et des dispositifs qui organisent l'enseignement et l'apprentissage des langues dans un système scolaire. Elle ne se limite pas à une simple juxtaposition de cours de langue; elle structure plutôt un véritable projet d'éducation plurilingue répondant à des besoins sociaux, économiques et culturels identifiés (Ennaji, 2005, p. 45) <sup>[14]</sup>.

Au Maroc, cette politique s'est construite de façon progressive et parfois contradictoire. Pendant des décennies, l'arabisation massive a dominé, fondée sur une vision identitaire de la langue arabe classique comme vecteur d'unité nationale. Parallèlement, le français a conservé une place importante en tant que langue de l'administration et du commerce international, tandis que l'amazighe, longtemps marginalisé, a retrouvé un statut officiel avec la Constitution de 2011. L'anglais, lui, émerge progressivement comme langue de la science, de la technologie et du commerce mondial. Et comme l'indique (Calvet, 2002, p. 16) <sup>[7]</sup>, « La politique linguistique est donc un enjeu majeur dans la construction des identités collectives et dans la gestion des conflits sociaux. Elle permet de déterminer les langues qui peuvent être utilisées dans les différentes sphères de la vie publique et privée, et de fixer les normes linguistiques à respecter. ».

Aujourd'hui, la politique linguistique marocaine, reformulée dans la Vision stratégique 2015-2030 du système éducatif, reconnaît que le Maroc doit former des citoyens capables de communiquer dans plusieurs langues. Ce n'est plus une option; c'est plutôt une nécessité face aux défis économiques et à la mobilité professionnelle croissante (Ministère de l'Éducation Nationale du Maroc, 2015).

Ce qui distingue une bonne politique linguistique, c'est qu'elle articule l'enseignement des langues non pas comme une fin en soi, mais comme un moyen d'atteindre des objectifs professionnels et sociaux concrets. En d'autres termes, l'école doit préparer les élèves à utiliser les langues dans des situations réelles du monde du travail (Ennaji, 2005, p. 120) <sup>[14]</sup>.

Pour illustrer: un lycéen qui apprend le français doit savoir non seulement conjuguer le passé composé, mais aussi rédiger un email professionnel, participer à une réunion en entreprise, ou négocier avec un client. De même, l'anglais n'est plus une langue étrangère lointaine; c'est devenu l'instrument incontournable dans les secteurs du tourisme, de la technologie, de la finance et de la logistique.

Une politique linguistique efficace définit donc un ordre de priorité dans les apprentissages. Au Maroc, cet ordre tend à être: arabe (langue maternelle institutionnelle), français (langue de transmission du savoir), amazigh (langue de l'identité), et anglais (langue de l'employabilité future appelée par Calvet, (1999, p.p. 209-210) <sup>[6]</sup> une langue hypercentrale à travers le phénomène de mondialisation, Mais cette hiérarchie doit aussi tenir compte des réalités régionales et des besoins du marché local. Cependant, plusieurs tensions persistent. D'abord, la tension entre arabisation et ouverture internationale. L'arabe classique reste la langue

d'enseignement dominante pour des matières à l'école, ce qui crée un décalage avec le français utilisé dans les entreprises marocaines (Ennaji, 2015, p. 78) <sup>[14]</sup>. Ensuite, la tension entre égalité d'accès et disparités régionales: Certains élèves issus des grandes villes peuvent bénéficier de cours d'anglais et de français dès leur plus jeune âge, tandis que ceux vivant dans les zones rurales n'ont pas toujours accès à cette même opportunité. Enfin, existe une tension temporelle: combien d'heures par semaine faut-il consacrer à chaque langue sans surcharger le curriculum ? Avec un emploi du temps déjà dense, ajouter l'anglais dès la 3ème du collège (réforme 2023) a impliqué des réductions ailleurs, d'où la crainte de certains pédagogues quant à la qualité globale de la formation (Ministère de l'Éducation Nationale du Maroc, 2023).

## 2. Les avantages des langues à l'école marocaine

Le premier avantage, et sans doute le plus évident, est que la maîtrise de plusieurs langues ouvre des portes. Les statistiques le montrent: un jeune marocain trilingue (arabe-français-anglais) a significativement plus de chances d'accès à l'emploi qu'un jeune monolingue. Cela est particulièrement vrai dans les secteurs porteurs comme le tourisme, l'hôtellerie, les centres d'appels, et de plus en plus les start-ups technologiques basées à Casablanca ou Marrakech (Centre Marocain pour l'Excellence, 2022) <sup>[10]</sup>.

Mais il y a plus que cela. En maîtrisant plusieurs langues, un élève acquiert une compétence de navigation culturelle. Quand on parle une langue, on ne parle pas juste des mots; on adopte une certaine façon de penser, de formuler les idées, de percevoir le monde. Une étude menée auprès de jeunes diplômés marocains a montré que ceux qui avaient bénéficié d'une éducation multilingue solide se sentaient plus confiants en entretien d'embauche, plus à l'aise dans la négociation commerciale, et plus rapidement productifs en contexte professionnel (Ennaji, 2005, p. 78) <sup>[14]</sup>.

Au-delà de l'employabilité immédiate, l'apprentissage des langues développe ce qu'on pourrait appeler la « conscience interculturelle ». Quand un lycéen marocain étudie la littérature anglophone ou francophone, il ne découvre pas seulement des textes; il rencontre des perspectives différentes sur le monde, des valeurs, des préoccupations sociales qui enrichissent sa compréhension du contexte global (Gajo, 2007) <sup>[15,16]</sup>.

Cette exposition à d'autres cultures et d'autres façons de penser contribue au développement de l'esprit critique. L'élève apprend à remettre en question, à comparer, à relativiser ses propres présupposés. C'est particulièrement important dans le Maroc contemporain, où le dialogue interculturel et interreligieux est un enjeu majeur. Une école capable de former des citoyens multilingues et tolérants contribue indirectement à la paix sociale et au vivre-ensemble.

Les langues enseignent aussi l'autonomie. Un élève qui maîtrise l'anglais peut continuer à apprendre seul, via internet, les réseaux sociaux, les livres, les films. Il n'est plus dépendant d'une classe ou d'un manuel scolaire unique. Cette autonomie en apprentissage est précieuse car elle prépare l'élève à se former continuellement – compétence essentielle dans un marché du travail où les technologies et les métiers changent rapidement (Grosjean, 1989, p. 3) <sup>[17]</sup>.

De plus, l'apprentissage d'une langue peut structurer la pensée. Elle améliore la mémoire, la concentration, la capacité à organiser l'information. Ce sont des compétences transversales bénéfiques à toutes les matières scolaires et à la vie professionnelle ultérieure.

### 3. Les différentes formes d'intégration des langues à l'école marocaine

Au Maroc, il existe déjà plusieurs formes d'intégration des langues, bien que souvent fragmentées. La plus courante reste l'intégration « disciplinaire », où le français ou l'anglais sont enseignés comme matière isolée, généralement par des profs de langue. Mais une approche plus moderne consiste à intégrer les langues dans d'autres disciplines. Quelques écoles expérimentent ainsi l'enseignement de l'histoire ou de la géographie en français au lieu de l'arabe classique, ou des parties de sciences en anglais.

Cette approche, appelée EMILE (Enseignement d'une Matière par l'Intégration d'une Langue Étrangère) ou CLIL en anglais, présente des avantages: elle rend l'apprentissage de la langue plus concret et motivant, car on peut l'utiliser pour résoudre des problèmes réels ou comprendre des contenus authentiques. Elle crée aussi des liens entre langue et savoir thématique (Ennaji, 2005) [14].

L'intégration culturelle et littéraire est aussi importante. Étudier les œuvres francophones marocaines au secondaire qualifiant comme *La Boîte à Merveilles* en première année du baccalauréat ou *Il était une fois un vieux couple heureux* en terminale peut créer chez l'apprenant un sentiment de fierté culturelle tout en développant les compétences linguistiques. De même, découvrir la littérature anglophone mondiale élargit les horizons. Cette forme d'intégration répond aussi à un besoin identitaire: l'élève voit ces langues comme des vecteurs de richesse culturelle, pas seulement comme des outils utilitaires. De plus en plus, l'intégration passe par le numérique. Des élèves peuvent suivre des cours en ligne en anglais, participer à des webinaires internationaux, collaborer avec des pairs étrangers via des plateformes éducatives. La pandémie de COVID-19 a accéléré cette tendance. Bien que l'accès à internet reste inégal au Maroc, notamment en zones rurales, cette voie de l'intégration numérique est promise à se développer.

### 4. Le lien entre école et monde du travail

Aujourd'hui, on ne peut ignorer un fait: les employeurs marocains attendent de plus en plus que les candidats disposent de compétences linguistiques solides. Un rapport du Centre Marocain pour l'Excellence (CME) publié en 2022 indique que 70% des entreprises interrogées considèrent les langues étrangères comme un critère décisif à l'embauche (Centre Marocain pour l'Excellence, 2022) [10]. Pour les jeunes diplômés sans expérience professionnelle, les langues deviennent un différenciant majeur.

Cependant, cette demande n'est pas uniformément satisfaite par le système scolaire. En effet, il peut exister un décalage entre ce que l'école enseigne et ce que l'industrie demande. Par exemple, une entreprise touristique exige une aisance communicationnelle en anglais ou en français, pas une excellente note de grammaire. Un centre d'appels exige une compréhension nuancée des cultures et des idiomatismes. Un technicien dans l'industrie doit comprendre des manuels en anglais ou des instructions techniques.

Toutefois, cette transition n'est pas sans défis. D'abord, il existe une inégalité géographique: un jeune des villes a plus de chances d'accès à des formations linguistiques solides et à des employeurs exigeants que celui d'une zone rurale. Ensuite, il y a une inégalité socioéconomique: les familles aisées peuvent offrir à leurs enfants des cours privés de français et d'anglais, des séjours linguistiques, tandis que les enfants issus des familles modestes dépendent entièrement de l'école publique, souvent limitée en ressources.

Enfin, il existe une inégalité genrée: selon certaines observations, les filles marocaines maîtrisent souvent mieux les langues que les garçons en fin de scolarité, mais elles ont paradoxalement accès à moins d'emplois bien rémunérés du fait de discriminations autres que linguistiques. La politique linguistique ne résout donc pas tous les problèmes d'employabilité, mais elle en est un élément clé.

### 5. Les défis de la mise en œuvre de la politique linguistique à l'école marocaine

Le premier défi est en rapport avec une certaine inégalité éducative: Les élèves originaires des centres urbains bénéficient fréquemment de cours de français et d'anglais dès leur petite enfance, alors que ceux des campagnes rurales en sont le plus souvent écartés. Cette fracture précoce dans l'exposition aux langues vivantes accentue la non-maîtrise de ces langues dès les premières années scolaires.

Un deuxième défi relève de tensions idéologiques et curriculaires. Depuis des années, certains acteurs politiques défendent l'arabisation complète du système, voyant les langues étrangères comme une menace à l'identité nationale. Cette position s'oppose à une vision plus pragmatique d'intégration au monde globalisé. De plus, dans les faits, l'arabe classique demeure la langue d'enseignement pour plusieurs disciplines ce qui rend l'apprentissage des langues étrangères chez certains apprenants difficile et compliqué.

Un troisième défi qui se pose devant la mise en œuvre de la politique linguistique à l'école marocaine; celui qui concerne les disparités. On peut dire que le Maroc reste un pays inégal linguistiquement. Les régions amazighophones du Rif ou du Moyen Atlas, où la majorité des enfants parlent amazigh, puis apprennent l'arabe à l'école, peinent à intégrer le français et l'anglais au même niveau que les enfants des autres régions.

L'école a alors un rôle compensatoire à jouer, mais elle ne peut pas seule effacer ces disparités structurelles. Cela exige des investissements publics massifs en formation des enseignants, en équipements, en connexion internet haut débit-chose qui restent limitées.

Un quatrième défi concerne les attitudes. Certains élèves voient les langues comme des matières difficiles et peu pertinentes pour eux, surtout s'ils envisagent des carrières qu'ils perçoivent comme non-linguistiques (artisanat, agriculture, petit commerce). Une meilleure liaison entre ce qu'on enseigne et les réalités professionnelles pourrait améliorer la motivation, mais cela requiert que l'école elle-même croie à la pertinence de ce qu'elle enseigne.

Un cinquième enjeu concerne l'évaluation. Généralement les examens évaluent en grande partie la capacité à lire et à écrire, pas à communiquer oralement. Un élève peut obtenir une bonne note en français ou en anglais sans être capable de tenir une conversation de dix minutes dans ces langues. Cela crée un apprentissage orienté vers le test, pas vers la communication réelle.

### 6. Discussion analytique

Après avoir examiné l'ensemble des dimensions historiques, pédagogiques et sociolinguistiques de la politique linguistique au Maroc, on constate que celle-ci se situe au croisement de logiques identitaires, scolaires et économiques qui expliquent à la fois sa richesse et ses tensions internes. En retracant l'évolution du paysage linguistique scolaire, il apparaît que l'institution a longtemps oscillé entre un projet d'arabisation à forte portée symbolique et la nécessité pragmatique de renforcer les langues étrangères, notamment le français et l'anglais, en raison de leur rôle décisif dans l'accès au savoir

et à l'emploi. L'analyse a montré que la maîtrise de plusieurs langues ne constitue pas seulement un avantage scolaire, mais un véritable levier de mobilité sociale pour les jeunes, en particulier dans les secteurs fortement internationalisés comme le tourisme, les TIC ou les services. Ce potentiel est toutefois inégalement distribué, car les écarts entre milieu urbain et rural, entre familles favorisées et défavorisées, mais aussi entre régions arabophones et amazighophones, se traduisent par des fractures linguistiques qui se superposent aux inégalités socioéconomiques. L'étude des formes d'intégration des langues à l'école-qu'elles soient disciplinaires, interdisciplinaires, culturelles ou numériques-met en lumière des pratiques innovantes, mais encore limitées à des établissements pilotes ou à des initiatives locales, sans véritable généralisation à l'échelle du système. Par ailleurs, le lien entre école et monde du travail demeure fragile: les attentes des employeurs en matière de compétences communicationnelles, d'aisance interculturelle et d'usage professionnel des langues ne se reflètent pas toujours dans les curricula ni dans les modalités d'évaluation, encore largement centrées sur des épreuves écrites et grammaticales. La mise en œuvre concrète de la politique linguistique se heurte, en outre, à des contraintes structurelles importantes: formation insuffisante et peu continue des enseignants, pénurie de supports authentiques, disparités d'infrastructures et débats idéologiques persistants sur la place des langues étrangères. La discussion conduit ainsi à reconnaître que la réussite de cette politique ne dépend pas uniquement de textes de réforme ou de visions stratégiques, mais d'un ensemble cohérent de conditions: investissement durable dans les ressources humaines, révision des programmes et des examens, renforcement des partenariats école-entreprise et prise en compte fine des réalités sociolinguistiques diversifiées du pays.

## Conclusion

Au terme de cette étude, plusieurs constats émergent. D'abord, que la politique linguistique au Maroc ne peut plus être pensée isolément de la question de l'employabilité. Les langues ne sont pas des luxes culturels; ce sont des outils économiques et sociaux indispensables pour la mobilité et l'insertion des jeunes marocains.

Deuxièmement, que le paysage linguistique marocain est riche et complexe: arabe classique, arabe marocain, amazigh, français et anglais coexistent, parfois en tension, souvent en complémentarité. Une politique linguistique vraiment marocaine doit honorer cette complexité plutôt que de chercher une fausse unité linguistique.

Troisièmement, que la mise en œuvre de cette politique se heurte à des obstacles réels: manque de moyens, tensions idéologiques, disparités régionales, inadéquation entre ce qu'on enseigne et ce qu'on évalue. Ces obstacles ne sont pas insolubles, mais ils exigent de la volonté politique, des investissements, et une transformation des mentalités au sein du système éducatif lui-même.

Quatrièmement, que les avantages d'une politique linguistique robuste sont clairs: augmentation de l'employabilité, développement de la pensée critique, compétences de navigation interculturelle, autonomie en apprentissage. Ces bénéfices justifient les efforts nécessaires.

En avant, il importe que le Maroc continue à investir dans la formation des maîtres, la dotation en ressources pédagogiques, et les partenariats école-entreprise. Il faut aussi que la recherche en didactique des langues se renforce, produisant des données sur ce qui fonctionne réellement dans le contexte marocain. Enfin, il faut que les écoles développent une culture de l'excellence linguistique, où parler plusieurs langues devient normal et valorisé, pas exception.

La Vision 2030 du Maroc affiche l'ambition d'une éducation de qualité. Faire de cette ambition une réalité pour tous les jeunes marocains, indépendamment de leur région ou de leur classe sociale, en particulier sur le plan des langues, reste un défi majeur. Mais c'est un défi nécessaire, car l'avenir de nos jeunes en dépend.

## Références

1. Bachelet J. La politique linguistique et l'intégration professionnelle des jeunes dans le Maghreb. *Revue Internationale d'Études du Développement*. 2020; 36(2):145-168.
2. Barth BM. *Le savoir en construction: Former à une pédagogie de la compréhension*, Paris, Retz, 1993.
3. Bernard A. *Motiver pour enseigner*, Paris, Hachette, 1998.
4. Bourdieu P. *Science de la science et réflexivité: cours du Collège de France, Raisons d'agir*, Paris, 2000-2001.
5. Bucheton D. *L'agir enseignant: des gestes professionnels ajustés*, Toulouse Octares, 2009.
6. Calvet Louis-Jean. *Les politiques linguistiques*, Presses Universitaires de France, 1999.
7. Calvet Louis-Jean, *Pour une écologie des langues du monde*, Plon, 2002.
8. Calvet Louis-Jean. *Mondialisation, langues et politiques linguistiques*, Université de Provence, 2002, 209-210.
9. Caune J. *Culture et communication*, PUG, Grenoble, 2006.
10. Centre Marocain pour l'Excellence. *Employeurs et compétences linguistiques: enquête sur les attentes du marché*. Étude de marché, 2022.
11. Dortu JC. *Enseigner sans être stressé*, Les Editions d'Organisation, Paris, 1990.
12. Ennaji M. *Language planning in Morocco and changes in Arabic*, *International Journal of the Sociology of Language*, 1988, 74.
13. Ennaji M. *Attitudes to Berber and Tifinagh*. In M. Peyron (ed.) *Proceedings of the Conference on Amazigh Language and Culture*. Ifrane: Al-Akhawayn University Press, 2003.
14. Ennaji M. *Multilingualism, Cultural Identity, and Education in Morocco*. New York: Springer, 2005.
15. Gajo L. *Enseignement d'une DNL en langue étrangère: de la clarification à la conceptualisation*, Journées de mutualisation de l'IUFM de Montpellier, 2007, 29-30.
16. Gajo L. *Linguistic Knowledge and Subject Knowledge: How Does Bilingualism Contribute to Subject Development ?* The International Journal of Bilingual Education and Bilingualism. 2007; 10(5).
17. Grosjean F. *Neurolinguists, beware! The bilingual is not two monolinguals in one person*, *Brain and Language*. 1989; 36(1):3-15.

18. Latchoumanin M. Education et formation, actualités et perspectives, Paris, Karthala, 2005.
19. Linton R. Le fondement culturel de la personnalité, Paris, Dunod, 1977.
20. Lohisse J. La communication: de la transmission à la relation, De Boeck, Bruxelles, 2006.
21. Martin JC. Le guide de la communication, Paris, Marabout, 1999.
22. Pallascio R, Daniel MF, ET Lafourture L. Pensée et réflexivité: théories et pratiques, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2004.
23. Saint-Yves A. Psychologie de l'apprentissage-enseignement. Une approche individuelle, Montréal, PUQ, 1982.
24. Schon A. Le praticien réflexif, à la recherche du savoir caché dans l'agir professionnel, Montréal, 1994.
25. Tabensky A. Spontanéité et interaction. Le jeu de rôle dans l'enseignement des langues étrangères, Paris, L'Harmattan, 1997.
26. Traverso V. L'analyse des conversations, Paris, Armand Colin éditeur, 2013.